

Le Comité International de la Croix-Rouge
L'association **Pour Que l'Esprit Vive**
La galerie **FAIT & CAUSE** et le site **SOPHOT**
Présentent

FACE À LA GUERRE, FACE AUX VICTIMES

9 photojournalistes lauréats du Visa d'Or humanitaire du CICR



Vernissage mardi 12 novembre 2019 de 18h à 21h

Exposition du mercredi 13 novembre au samedi 21 décembre 2019

Galerie

FAIT & CAUSE

58 rue Quincampoix - 75004 Paris

Le Visa d'Or humanitaire

En 2011, en partenariat avec le Festival international du photojournalisme de Perpignan, **Visa pour l'Image**, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) crée son prix : **Le Visa d'Or humanitaire**.

Dotée de 8000 euros cette distinction s'adresse à des photographes professionnels travaillant en zones de conflits armés.

Si « une photo vaut mieux qu'un long discours », alors celles primées par le jury du CICR, décrivent la guerre sous sa principale et tragique conséquence : les victimes.

Quant au long discours, il demeure celui du droit ou plutôt de sa violation tant la plupart des images montrent des victimes qui ne devraient pas l'être.

Le travail des 9 photographes primés à ce jour rappelle en creux que ceux qui ne se battent plus, combattants blessés ou capturés, ceux qui ne se battent pas, les civils, sont protégés par le droit international humanitaire fondé essentiellement sur les Conventions de Genève de 1949.

196 Etats adhèrent à ces textes. Ils se sont engagés à les « respecter » et à les « faire respecter ».

Dans « Face à la guerre, face aux victimes », **Catalina Martin-Chico, Mani Y. Benchelah, Sebastiano Tomada, William Daniels, Diana Z. Alhindawi, Juan Arredondo, Angela Ponce-Romero, Véronique de Viguerie et Abdulmonam Eassa** livrent un point de vue, souvent cru mais toujours empreint d'humanité et d'indignation.

Signe des temps, un nombre croissant de photojournalistes couvrent un conflit ou une situation de violence frappant leur propre pays faisant d'eux à la fois des témoins et des victimes. C'est le cas pour un tiers des lauréats du Visa d'Or humanitaire.

Depuis 2011, trois thématiques ont été proposées aux candidats :

- le respect de la mission de secours en temps de conflit armé (2011-2014),
- les femmes dans la guerre (2015-2017),
- le sort de la population civile dans les villes livrées aux combats (2018-2019).

« Face à la guerre, face aux victimes » propose un aperçu de ces travaux élus parmi les 300 reçus par le comité de sélection en 9 ans.



CICR

Le CICR est une organisation humanitaire neutre, impartiale et indépendante, qui a pour mandat d'aider et de protéger les personnes touchées par un conflit armé ou par d'autres situations de violence. Par « autres situations de violence », il faut entendre des situations où la violence est exercée par des groupes importants d'individus et entraîne des conséquences sur le plan humanitaire, sans toutefois atteindre le seuil d'un conflit armé. Ce mandat nous a été confié par les États, à travers les quatre Conventions de Genève de 1949, leurs Protocoles additionnels de 1977 et de 2005 et les Statuts du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de 1986.

Les lauréats (Photos libres de droits)

Prix 2019

LA FIN (SANS ESPOIR) DE L'INJUSTICE (Syrie)

Photographies d'Abdulmonam EASSA



Une ville assiégée n'est rien d'autre qu'une gigantesque prison, où les civils et leurs proches sont pris au piège. Le bruit des tirs d'artillerie et des frappes aériennes et le spectre de la mort envahissent tout, de même que la faim, le froid glacial, la flambée des prix et les pertes sans fin. Jusqu'à fin mars 2018, les bombes frappaient encore les villes et les villages de la Ghouta orientale, sans répit, semant la peur et la destruction comme jamais depuis le début du siège en 2013.

La petite enclave de la Ghouta orientale, contrôlée par les brigades de l'opposition et quelques factions islamistes, justifiait, aux yeux de Bachar el-Assad, de mobiliser les

vastes capacités militaires du régime, avec l'appui aérien des Russes, et d'avoir recours à tout type de munitions, tuant des milliers de civils innocents. Un grand nombre de combattants et de civils ont fini par être évacués de force vers le nord de la Syrie, après un accord injuste en vertu duquel plus de 60 000 habitants ont été contraints de quitter leur maison et leurs terres.

Prix 2018

DES HÉROÏNES FABRIQUÉES PAR LA GUERRE (Yémen)

Photographies de Véronique DE VIGUERIE



Depuis 2006, le Yémen est l'un des pires endroits où vivre pour une femme.

La guerre civile qui oppose depuis trois ans les rebelles houthis au gouvernement en exil, soutenu par une coalition armée emmenée par l'Arabie saoudite, n'a fait qu'empirer les choses. Pourtant, malgré l'omniprésence de la mort et les privations qu'inflige cette guerre, les femmes assument des rôles sociaux auparavant dominés par les hommes. De par leur absence, parce qu'enrôlés, blessés ou tués, les femmes deviennent cheffes de famille, prodiguent des soins, s'inscrivent à l'école, organisent le commerce et assument aussi des

rôles politiques et d'activistes. Amat, premier ministre du gouvernement dit « des enfants », jeune fille de 17 ans, est l'une des 33 ministres. La majeure partie du personnel des hôpitaux est composée de femmes suffisamment motivées pour venir travailler sans percevoir de salaire depuis plus d'un an. Dans l'enseignement supérieur, les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes dans les domaines de l'informatique, des sciences et du droit. Elles veulent plus tard jouer un rôle très actif dans la société yéménite.

Prix 2017

AYACUCHO (Pérou)

Photographies d'Angela PONCE ROMERO



Ayacucho, du quechua aya, peut se traduire par le « coin des morts ».

Les années 1980 et 1990 marquent l'une des périodes les plus tragiques pour la ville d'Ayacucho et l'histoire du Pérou.

Le conflit armé déclenché par le Parti communiste péruvien (plus connu sous le nom de Sentier Lumineux ou Sendero Luminoso) et la réponse armée du gouvernement ont entraîné la mort et la disparition de dizaines de milliers de personnes à Uchu, Accomarca, Lucanamarca et Cayara.

Les femmes de ces villages ont été victimes d'assassinats indiscriminés, de terreur et de soumission. Les filles et les jeunes femmes ont été enrôlées dans différents groupes subversifs ; elles ont été mariées de force, utilisées comme sentinelles et ont été victimes d'abus sexuels. Aujourd'hui, les femmes, les veuves et les orphelins qui ont survécu continuent d'exiger justice et vérité. Ce sujet couvre les cérémonies de commémoration organisées à Ayacucho, au Pérou, en 2016 et 2017, afin de créer une mémoire collective et éviter que de telles atrocités ne se reproduisent.

Prix 2016

NÉS DANS LE CONFLIT : LES ENFANTS SOLDATS EN COLOMBIE

Photographies de Juan ARREDONDO



« Ces deux dernières années, j'ai photographié et interviewé dans toute la Colombie des enfants soldats « toujours d'active » mais aussi d'autres démobilisés.

J'ai découvert le silence profond entourant quelque 6 000 jeunes hommes et femmes enrôlés dans des groupes armés et dont la vie a été dévastée. On estime que 25 à 50% de ces combattants sont des femmes, parfois des gamines à peine âgées de neuf ans.

Les filles reçoivent la même formation que les garçons, elles ont appris à manier les armes, à recueillir des renseignements et participent à des opérations militaires ; mais elles sont aussi victimes d'abus sexuels, souvent à la

merci de leurs commandants et, dans la plupart des cas, forcés d'avorter si elles tombent enceintes.

Ces survivantes sont aujourd'hui confrontées à la difficulté de retourner dans leurs familles vivant souvent dans l'extrême pauvreté. En outre, elles sont stigmatisées par la société colombienne, qui les considère comme des criminelles.

Face à l'instabilité économique, la discrimination, le manque d'éducation et le peu de soutien familial, la plupart de ces enfants sont contraints de renouer avec la violence à travers des activités criminelles ».

Prix 2015

LE PROCÈS DE MINOVA (République Démocratique du Congo)

Photographies de Diana Z. ALHINDAWI



En février 2014, un tribunal temporaire a été installé à Minova, une localité au bord du lac Kivu dans l'est de la République démocratique du Congo. Les procès se tiennent habituellement à Goma, mais pour les victimes des viols commis à Minova, le voyage jusqu'à Goma aurait été trop onéreux. C'est donc le tribunal qui s'est déplacé pour entendre leurs témoignages. 39 membres des Forces armées de la RDC (FARDC) ont été accusés d'actes de violence commis pendant dix jours de terreur en novembre 2012, durant lesquels plus de 1000 femmes, hommes et enfants auraient été violés dans la seule ville de Minova. 37 militaires ont été inculpés pour viols.

En 2011, la représentante spéciale de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a qualifié la République démocratique du Congo de « capitale mondiale du viol ». Le procès de Minova représente une réelle avancée pour la défense des victimes de viol : c'est notamment la première fois qu'autant de soldats sont mis en accusation. En raison de la stigmatisation à l'encontre des victimes de viol, celles qui ont comparu s'étaient habillées de façon à conserver l'anonymat ; mais même avec ces précautions, seulement 47 femmes sont venues témoigner. La cour a rendu son verdict le 5 mai 2014 : seuls deux soldats ont été reconnus coupables de viols. L'un d'eux a été condamné à une peine de réclusion à perpétuité.

Prix 2014

CRISE HUMANITAIRE EN CENTRAFRIQUE

Photographies de William DANIELS



« La République centrafricaine est plongée dans une crise humanitaire sans précédent. Après un an de terreur imposée par la Séléka - une rébellion majoritairement musulmane - ce sont désormais les milices chrétiennes anti-balaka qui, par vengeance, tuent et chassent tous les musulmans de l'ouest du pays. Des quartiers entiers sont assiégés, des femmes et des enfants sont attaqués à la grenade. Face au manque de soutien international, les forces africaines de la MISCA (Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite africaine) et l'armée française peinent à contenir les massacres et les déplacements de population. Le pays compte près d'un

million de déplacés, soit un quart de sa population, qui n'ont pas ou peu accès à la nourriture et aux soins.

Cela fait 40 ans que la République centrafricaine est en état de vulnérabilité chronique. Selon l'OMS, l'espérance de vie - la deuxième plus faible au monde - est de 48 ans. Le système de santé, repose en grande partie sur l'engagement d'ONG internationales. Le taux de malnutrition était de 38 % avant la crise actuelle. Le paludisme y est holoendémique : chaque habitant du pays est infecté au moins une fois par an...

Prix 2013

LA VIE ET LA MORT À ALEP (Syrie)

Photographies de Sebastiano TOMADA



Depuis juillet 2012, la bataille fait rage entre les forces gouvernementales et les insurgés de l'Armée Syrienne Libre (ASL) qui se battent pour le contrôle d'Alep. Les centres médicaux accueillant les blessés dans les quartiers tenus par les rebelles sont devenus des cibles militaires, ce qui oblige les médecins à travailler dans un réseau clandestin de cliniques et d'hôpitaux.

C'est le cas de l'hôpital Dar al-Shifa, naguère une clinique privée appartenant à un homme d'affaires resté loyal au président Bachar el Assad, aujourd'hui transformée en hôpital de campagne où travaillent bénévolement médecins, infirmières et aides-soignants unis par leur

opposition au régime et par la nécessité de soigner les civils autant que les rebelles.

Sebastiano Tomada a commencé par couvrir la révolution syrienne à Idlib, puis tout au long de la frontière avec le Liban, avant de se concentrer sur Alep, où il a pu suivre les avancées et les reculs successifs de l'Armée Syrienne Libre. Il témoigne de la vie quotidienne et des conditions de soins dans une ville assiégée, nous montrant la cruelle réalité que vivent les hommes, les femmes et les enfants ainsi pris au piège.

Prix 2012

SYRIE, DANS HOMS

Photographies de Mani Y. BENCHELAH



À la veille du soulèvement syrien, les adversaires les plus résolus du régime de Bachar el-Assad étaient les premiers à redouter une révolution. Tous gardaient en effet en tête l'écrasement de Hama en 1982, épilogue sanglant d'une insurrection islamiste de trois ans. Depuis le 17 mars 2011 et les premières tueries à Deraa, dans le sud du pays, le pouvoir syrien a privilégié à nouveau la réponse militaire. Confronté à des marées humaines prenant pacifiquement le contrôle des rues et face auxquelles il était désarmé, le régime a tenté de pousser une partie de cette opposition vers la lutte armée. Cette pression a été à l'origine de la constitution de l'Armée Syrienne Libre, formée de

déserteurs et de civils. Le calcul de Bachar el-Assad s'est avéré à courte vue puisque c'est une guérilla classique qui s'est mise en place. L'autre échec du régime tient à son incapacité à restaurer « le mur de la peur ». Depuis le début du soulèvement, le régime a pourtant laissé ses milices, les chabiha, se charger de la sale besogne : exécutions sommaires, tortures, nettoyages communautaro-ethniques, viols... Une violence d'État qui n'a que faire des principes humanitaires les plus fondamentaux. C'est ainsi que les hôpitaux, les services de santé, les médecins ont été la cible des chasses à l'opposant organisées dans tout le pays.

Pour préserver ses chances de survie, le régime syrien a fait le choix d'une barbarie sans retour qui diffuse la haine et qui nourrit représailles et règlements de comptes. Le choix de la terre brûlée.

Prix 2011

« PREMIER KM² DE LIBERTÉ » : PLACE DU CHANGEMENT, SANAA, YÉMEN

Catalina MARTIN-CHICO



Étudiants, chômeurs, laissés-pour-compte et déçus, ils sont tous là, sur le parvis de la nouvelle université de Sanaa, rebaptisé « place du Changement ». Ils n'en bougeront pas avant que le président Ali Abdallah Saleh, à la tête du Yémen depuis 33 ans, n'ait quitté le pouvoir. Les « révolutionnaires » forment l'un des groupes les plus improbables qui soit. Les Yéménites s'observent et se parlent. Ils se découvrent. Les hommes des tribus échangent avec de jeunes étudiants en communication, des parlementaires socialistes débattent avec des musulmanes, des commerçants de la vieille ville écoutent des officiers des forces aériennes. Peu importe l'uniforme

ou le titre. « Nous sommes tous les fils du Yémen ! », aiment à répéter les manifestants. Au fur et à mesure que le camp du changement s'élargissait, le parti présidentiel connaissait une érosion spectaculaire. Diplomates, ministres, députés, gouverneurs, officiers, cheiks... Ils sont nombreux, ces fidèles partisans d'Ali Abdallah Saleh, à s'être ralliés au mot d'ordre principal des manifestants : le président doit partir et le régime doit tomber. L'autre originalité de cette « révolution » : elle se fait sans armes. Dans un pays où circulent plus de cinquante millions d'armes à feu, il n'est pas très compliqué de se procurer un AK-47 ou un lance-roquettes. La confrontation armée entre le président Saleh et le clan de la tribu Al-Ahmar, dans le nord de la capitale, a pourtant menacé de faire glisser la « révolution » vers une guerre civile. Les manifestants ont essuyé les tirs aveugles de snipers embusqués sur les toits, les gaz lacrymogènes et les coups de matraque assénés par les forces de la sécurité centrale. Les « révolutionnaires » tentent de provoquer un transfert progressif, et pacifique, du pouvoir. Ils réclament la consolidation d'un régime parlementaire. Ce nouveau Yémen qu'ils appellent de leurs vœux devra s'attaquer à la corruption et à l'injustice. Le temps de consacrer un succès qu'ils estiment inéluctable, ils repartiront dans les rues. Ils savent pourtant que les services de sécurité les y attendent.

Alors ils chanteront : « Martyr, ton sang n'a pas coulé en vain. ».

**L'association *Pour Que l'Esprit Vive* - reconnue d'utilité publique -
a parmi ses objectifs de susciter une prise de conscience
des grands problèmes sociétaux et de contribuer à leur résolution.**

FAIT & CAUSE

Galerie consacrée à la photographie sociale et environnementale, FAIT & CAUSE a présenté plus de 100 expositions depuis son ouverture en 1997.

[so]PHOT.com
photo sociale et environnementale

Le site web www.sophot.com, créé en 2004, présente les travaux des photographes sur les problèmes sociaux et environnementaux. Il est accessible en anglais et en français.
69 boulevard de Magenta - 75010 Paris - France

Contact : Christian Predovic
Tél. + 33 (0)1 81 80 03 66 – contact@sophot.com



Pour que l'Esprit Vive

L'art est le plus court chemin entre les hommes
Association reconnue d'utilité publique



CICR

Informations pratiques

**Lieu de l'exposition : Galerie FAIT & CAUSE
58 rue Quincampoix – 75004 Paris**

Dates d'exposition : du mercredi 13 novembre au samedi 21 décembre 2019

Horaires d'ouverture : du mardi au samedi, de 13h30 à 18h30. Entrée libre

Métros : Les Halles, Rambuteau

Tél : +33 (0)1 42 74 26 36

Contact Presse

Actions pédagogiques

Malika Barache - Tél. +33 (0)1 81 80 03 63

malika.barache@pqev.org

CICR

Frédéric Joli – Tél. 06 20 49 46 30 - fjoli@icicr.org

Anne-Hélène Mahé - +33 (0)1 54 56 11 10 - amahe@icrc.org